

Le P' Rachid Belhadj appelle à l'état d'urgence sanitaire

● Le CHU a atteint 280 malades pour une capacité de 300 lits/Hausse des contaminations et forte pression sur l'oxygène à Tizi Ouzou

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5432 - Lundi 26 juillet 2021 - Prix : 10 DA



Journaliste à l'ENTV

Décès de Karim Boussalem à l'âge de 49 ans

Page 2

Pas d'eau depuis des jours dans des quartiers de la capitale

Anarchie de gestion : quand SEAAAL ne respecte pas son propre programme...

Page 2

Le spectre de la brusque détérioration en Tunisie

Par Mohamed Habili

Avec moins de 6 000 nouveaux cas, il y a deux jours, la Tunisie a déploré plus de 300 décès, un ordre de grandeur qui en Afrique n'a été jusqu'à présent enregistré, mais également largement dépassé, qu'en Afrique du Sud, depuis le début le pays le plus atteint par la pandémie sur le continent. Pour autant, ce chiffre effarant, de 317 exactement, peut ne pas être le total des seuls décès pour la seule journée du 24 juillet, mais englober quelques-uns de ceux survenus antérieurement mais non enregistrés alors. Plus d'une centaine de décès toutes les 24 heures constitue probablement la moyenne quotidienne caractéristique de la flambée sévissant pour l'heure en Tunisie. Si tel était le cas, les décès rapportés dans les 24 heures à venir devraient retomber à leur niveau en quelque sorte naturel, quelque part entre 100 et 120. N'empêche, la brusque détérioration de la situation en Tunisie n'est pas sans susciter la crainte qu'elle ne se reproduise dans des termes somme toute comparables sur toute la rive sud de la Méditerranée. Et donc également en Algérie, elle-même déjà aux prises avec une troisième vague dont on ne voit encore nul signe de reflux tout prochain.

Suite en page 3

Sur instruction du président Tebboune lors d'un Conseil des ministres

Retour au confinement de 20h00 à 6h00

● De nouvelles mesures anti-Covid à partir d'aujourd'hui



PH/D. R.

Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a ordonné, hier, lors de la réunion du Conseil des ministres, le retour du confinement partiel à domicile de 20h00 à 6h00 dans les wilayas les plus affectées par le coronavirus.

Pages 2 et 16

Des milliers d'hectares ravagés par les flammes

Les incendies de forêt n'en finissent pas

Page 16

Résultat du Bac à Béjaïa

Un taux nettement en hausse

Page 4

Sur instruction du président Tebboune lors d'un Conseil des ministres

Retour au confinement de 20h00 à 6h00

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, lors de la réunion du Conseil des ministres, le retour du confinement partiel à domicile de 20h00 à 6h00 dans les wilayas les plus affectées par le coronavirus.

Par Aomar Fekrache

Lors de cette réunion, le Président a salué l'engagement des citoyens pour la vaccination, comme il a donné instruction à l'effet d'augmenter davantage le taux de vaccination dans les wilayas à forte densité de population, en tant que premières sources d'infection, et de fixer un objectif immédiat de vacciner 2,5 millions de personnes dans la capitale et 50% de la population des wilayas d'Oran, Constantine, Sétif et Ouargla. Il s'agit aussi de parachever le processus de vaccination des personnels administratifs, au niveau national et local, et de porter la prévention au plus haut niveau, notamment dans les espaces commerciaux clos, considérés comme première source d'infection. Il sera aussi question d'optimisation de la gestion du stock et de production d'oxygène et l'adoption de la sérénité et du calme face à la forte affluence des patients lors des opérations de répartition de cette substance au niveau des services hospitaliers, d'autant que le taux d'occupation n'excède pas les 56%. Il a été également décidé le lancement immédiat d'une opération d'envergure de maintenance et de rénovation des infrastructures et équipements d'approvisionnement en oxygène au niveau des établissements hospitaliers et l'acquisition immédiate d'unités mobiles de production de l'oxygène en soutien aux grands hôpitaux, ce

qui leur permettra d'autoproduire leurs besoins. Comme il a été annoncé l'arrivée, prévue hier, d'un premier lot de 1050 concentrateurs d'oxygène à usage individuel, en attendant la réception graduelle de 9 000 autres unités dans deux semaines. Concernant le secteur de l'Intérieur, le président a ordonné de faire face avec fermeté aux tentatives subversives récurrentes d'organisations terroristes, désormais connues, en vue de mettre à genou l'économie nationale et créer la pénurie en semant la panique au sein de la population. Comme il a instruit d'engager l'élaboration d'un projet de loi réprimant les crimes d'incendies de forêts et les tentatives de sabotage de l'économie nationale, avec des peines allant jusqu'à 30 ans de prison ferme exclues de mesures de grâce et à la perpétuité si l'incendie entraîne des décès. Pour le secteur du Commerce, il a été décidé la mise en place d'une commission nationale restreinte pour la gestion du stock des aides, notamment alimentaires, en interne et en externe. Concernant celui des Ressources en eau et de la sécurité hydrique, il sera question de doter définitivement le secteur d'une politique éclairée sur la base d'un plan coordonné et scientifique de production et de gestion des ressources en eau. Charger un bureau d'études ou une commission composée de cadres du secteur d'un audit des opérations de distribution et de



Ph/D. R.

consommation d'eau et procéder, dans les plus brefs délais, au lancement de projets de dessalement d'eau de mer à l'Est, l'Ouest et le Centre du pays. Des projets pouvant s'élever à cinq grandes stations d'une capacité de production de plus de 300.000 mètres cube/jour chacune. Par ailleurs, le Président de la République a rassuré quant à la situation macroéconomique du pays, en l'absence de toute perturbation d'approvisionnement du marché et la capacité de l'Algérie à acquérir tous les moyens nécessaires pour faire face à tout imprévu. Il a avancé pour preuve le non recours de

l'Algérie à l'endettement extérieur contrairement aux multiples prévisions fixant la fin de 2020 et le début 2021 comme date de recours à cette mesure, réitérant le principe de non recours à l'endettement extérieur en vue de consolider la souveraineté de

l'Algérie et exhortant à davantage de travail pour la pérennisation de cet objectif. Aussi, M. Tebboune a rassuré quant au niveau des réserves de changes s'élevant actuellement à 44 milliards USD contre 53 milliards USD fin 2019. A. F.

Bilan des dernières 24 heures

1287 nouveaux contaminés et 21 décès

L'Algérie a enregistré 21 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 5 cas de plus que le bilan d'hier (16), portant à 4063 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1287 cas, soit 18 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1305), pour atteindre, au total, 162 155 cas confirmés. R. N.

Pas d'eau depuis des jours dans des quartiers de la capitale

Anarchie de gestion : quand SEAAL ne respecte pas son propre programme...

La crise de l'eau s'aggrave. La SEAAL s'est montrée infidèle à engagements en ne respectant pas son plan de rationnement de l'eau à Alger qui devait être applicable à partir du samedi 26 juin dernier. En effet, au lieu d'avoir de l'eau «quotidiennement de 8h à 14h» ou «de 8h à 16h, un jour sur deux», plusieurs communes de la capitale sont sans eau depuis le lendemain de l'Aïd.

«Ce n'est plus vivable. Cela va de mal en pis. On n'arrive plus à voir le bout du tunnel». Tels sont les propos de plusieurs Algérois qui se disent «arnaqués», «méprisés», «négligés par le wali d'Alger et dupés par le programme de la SEAAL». Ayant déjà du mal à digérer le fait d'avoir de l'eau un jour sur deux, voilà que maintenant plusieurs communes de la capitale connaissent une pénurie d'eau potable qui dure depuis des jours. Cette crise avait poussé plusieurs citoyens à couper les routes au niveau de la capitale, notamment à Chéraga, Bordj El Kiffan, Ain Benian, Bab Ezzouar et plusieurs autres communes, afin de dénoncer les coupures d'eau et réclamer des explications et une communication réelle de la part de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger qui a préféré se murer dans un

silence pesant depuis le début de la crise. A titre d'exemple, la commune de Gué de Constantine, qui figure dans la deuxième catégorie composée de 20 communes, qui devaient, selon le plan annoncé par la SEAAL, être alimentées de 8h à 16h un jour sur deux, se retrouve sans eau depuis maintenant trois jours. Les habitants dénoncent et réclament la prise en charge de ce problème. «Déjà que nous avons passé l'Aïd sans eau, maintenant nous sommes à trois jours sans aucune goutte d'eau», nous dira un habitant de Gué de Constantine, ajoutant : «Au lieu d'avoir de l'eau un jour sur deux, on se retrouve sans une goutte d'eau ni explications à cette pénurie depuis plus de trois jours». Contacté pour avoir des explications à ces perturbations qui touchent plusieurs communes de la capitale, le chargé de communication du ministère des Ressources en eau s'est montré agressif, nous accusant d'ignorer le secteur de l'eau. «Vous ne connaissez pas le secteur, il n'y a pas de perturbations. Citez-moi une commune qui n'a pas d'eau», nous a-t-il lancé. Avancé le cas d'une des cités de Gué de Constantine dont les robinets sont secs depuis trois jours, ce dernier nous a traités de «menteurs».

«Vous mentez, il n'y a pas de perturbations à Gué de Constantine», a-t-il insisté. Finalement, après une discussion avec notre rédacteur en chef, ce responsable a promis de rechercher les raisons de cette perturbation au niveau de cette commune le jour même, et a demandé toutes les coordonnées du site affecté par la coupure. Or, (malgré sa promesse ferme) il s'est avéré que les robinets sont restés à sec durant toute l'après midi. Enfin, il est à noter que la SEAAL, qui demeure silencieuse, avait annoncé l'entrée en vigueur, dès samedi 26 juin, du programme d'urgence d'alimentation en eau potable au niveau de la capitale, suite aux perturbations enregistrées en raison de la raréfaction des ressources en eau. Trois programmes d'alimentation en eau potable étaient prévus dans ce cadre au niveau de la capitale. Le premier concerne 14 communes qui devaient être alimentées quotidiennement de 8h00 à 14h00. Il s'agit de La Casbah, Sidi Moussa, Bir Mourad Raïs, Hydra, Ouled Chebel, Tessala El-Merdja, Baba Hassen, Draria, El-Achour, Belouizdad, El Madania, Sidi M'hamed et Rahmania. Le deuxième programme prévoyait une alimentation en eau potable un jour sur deux de 8h00 à

16h00 et concerne 20 communes : Oued Koriche, Raïs Hamidou, Les Eucalyptus, Birkhadem, Gué de Constantine, Beni Messous, Bouzaréah, Ain Benian, El-Hammamet, Bab El Oued, Bordj El-Bahri, El-Marsa, Mohammadia, Bourouba, Bachdjerrah, Oued Smar, El-Harrach, El-Magharia, Hussein Dey et H'raoua. Le troisième programme, quant à lui, concerne 23 communes qui devaient être alimentées en eau de 8h00 à 14h00 mais selon un système de distribution hybride : certaines communes seront alimentées quotidiennement et d'autres un jour sur deux. Les communes concernées par ce troisième programme sont : Bab El Oued, Bologhine, Baraki, Saoula, Birtouta, Ben Aknoun, El-Biar, Chéraga, Dely Ibrahim, Ouled Fayet, Ain Taya, Dar El Beïda, Douéra, Khraïcia, Kouba, Réghaia, Rouïba, Alger-Centre, Mahelma, Souidania, Staoueli et Zéralda. La SEAAL avait même affirmé que «la wilaya veillera à la stricte application de ce programme d'urgence», mais vu l'anarchie que connaissent plusieurs communes, ni la wilaya, ni SEAAL, ni même le ministère des Ressources en eau, ne veillent à l'application de ce programme.

Tinhinène Khouchi

Situation épidémiologique inquiétante

Le P^r Rachid Belhadj appelle à l'état d'urgence sanitaire

■ La situation épidémiologique «catastrophique» et l'incapacité des hôpitaux à absorber les cas infectés par le Covid-19 nécessitent de déclarer l'état d'urgence sanitaire, afin d'éviter la perte de contrôle de la situation, préconise le Professeur Rachid Belhadj, directeur des activités médicale et paramédicale au CHU Mustapha-Pacha, sur les ondes de la Radio nationale.

Par Louisa Ait Ramdane

La situation pandémique en Algérie est plus qu'alarmante. De nouveaux records de contaminations au Covid-19 sont enregistrés quotidiennement et le pire est à craindre. Or, à la saturation des structures sanitaires du pays, s'ajoute une mauvaise gestion dans la distribution de l'oxygène, un produit vital pour les malades atteints de la pandémie. Un constat confirmé par les médecins qui appellent à des mesures strictes pour faire face à la propagation de la pandémie. Le P^r Rachid Belhadj a mis en garde contre le nombre croissant d'infections parmi le personnel médical et l'incapacité des hôpitaux à absorber les cas de contamination au variant du coronavirus, à la lumière de la demande croissante d'oxygène et de la complexité des cas des personnes infectées. Le Professeur a mis l'accent sur la nécessité de l'application stricte du protocole sanitaire, compte tenu de la saturation des hôpitaux et du manque de moyens nécessaires pour la prise en charge des patients Covid, notamment l'oxygène. Pour le P^r Belhadj, cette situation alarmante est le résultat de la négligence et la réticence de la population à la



Professeur Rachid Belhadj

vaccination. Les chiffres révélés par le membre du Comité scientifique anti Covid-19 donnent froid dans le dos : pas moins de 18 personnes ont succombé à leur contamination la nuit dernière à l'hôpital Mustapha-Pacha d'Alger, en plus de la contamination de 25 personnes parmi les personnels médicaux et paramédicaux. Pis encore, il a confessé que le nombre réel quotidien de cas positifs au Covid est plusieurs

fois supérieur à ce qui est annoncé dans les communiqués du ministère de la Santé. Avec la hausse actuelle des contaminations, le P^r Belhadj a alerté aussi sur le risque du manque de personnel médical et conseillé de faire appel aux étudiants en médecine et aux médecins retraités pour faire face à la situation et gérer la phase difficile provoquée par l'épidémie, qu'il a qualifiée de «médecine de catastrophe». Il est

à préciser par ailleurs, que le variant Delta, détecté dans plus de 71% des contaminations, atteindra les 90% durant les prochaines semaines, a annoncé hier l'Institut Pasteur d'Algérie dans un communiqué. De son côté, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, a présidé, hier, une réunion de coordination avec les producteurs d'oxygène médical en vue de l'approvisionnement de tous les établissements hospitaliers. Cette réunion a, essentiellement, porté sur le suivi de l'opération de mobilisation, de réquisition et de mutualisation de la production et des moyens logistiques de tous les producteurs, lit-on dans un post du ministère sur sa page Facebook. A cette occasion, le ministre a exhorté les producteurs à redoubler d'efforts et à veiller à la mobilisation permanente de toutes les équipes et unités de manière à satisfaire la demande croissante en oxygène médical, ajoute-t-on de même source. Le ministère de l'Industrie, lui, a fait état, dans un communiqué, de la réquisition de tous ses moyens pour l'approvisionnement régulier des hôpitaux en oxygène médical, au regard de la hausse de la demande.

L. A. R.

Le CHU a atteint 280 malades pour une capacité de 300 lits Hausse des contaminations et forte pression sur l'oxygène à Tizi Ouzou

Les structures hospitalières dans la wilaya de Tizi Ouzou continuent de connaître un flux important de malades atteints du Covid-19 jusqu'à les mettre à rude épreuve. A titre d'exemple, le CHU Nedir-Mohamed comptait à la journée d'hier 280 malades pour une capacité d'accueil de 300 lits, contraignant les responsables de l'établissement hospitalier à transférer certains patients vers l'EHS de cardiologie de Draa Ben Khedda. Une forte pression sur l'oxygène rend la tâche plus difficile encore au personnel médical. Tous les établissements hospitaliers de la wilaya étaient confrontés à cette pression sur l'oxygène qui faisait redouter le pire des scénarios, alors que de sources proches de la direction locale de la santé nous avons appris la réception de 20 000 litres d'oxygène pour la journée d'hier. Il faut dire que de nombreux malades restés chez eux s'approvisionnent en ce produit chez des privés et les réseaux sociaux sont inondés de messages demandant de l'oxygène pour des parents souffrant

de Covid-19 à domicile. La tendance des contaminations reste à la hausse et risque de durer encore, de l'avis des nombreux spécialistes de la santé consultés par nos soins. Les éléments de la Protection civile évacuent ces derniers jours vers les hôpitaux de la wilaya une moyenne quotidienne de 70 malades atteints de Covid-19. Par ailleurs, les élus locaux et les populations de la wilaya reprennent progressivement les choses en main pour faire face à la recrudescence des contaminations au coronavirus. En effet, la mobilisation citoyenne s'est élargie et s'intensifie ces dernières heures, au soulagement de tous. Les maires s'emboîtent le pas et décident d'exercer leurs prérogatives en émettant des arrêtés d'interdiction de toutes les activités sources de propagation du virus. La mobilisation se met en place selon la géographie et le découpage administratif avec l'adhésion des populations. Les comités de villages multiplient les actions de sensibilisation en direction des populations pour

se soumettre aux mesures barrières et autres décisions visant à casser la chaîne de transmission du Covid-19. La prise de conscience chez les populations est notée aux quatre coins de la wilaya avec une forte adhésion. De nombreux habitants ont reporté leurs fêtes de mariages, de circonscription et autres événements festifs face à la dégradation du contexte sanitaire dans la wilaya. Le confinement partiel volontaire est de plus en plus observé dans plusieurs localités de la wilaya, en dehors même des horaires fixés par le gouvernement. Le soutien logistique aux structures sanitaires de la wilaya est entrepris par les municipalités, les comités de villages ou encore des bienfaiteurs. Tous ces indicateurs alarmants n'ont pas encore dissuadé certains de continuer à faire fi des mesures de lutte contre la propagation du virus jusqu'à vaquer à leurs occupations ou encore à leurs passions même s'ils sont de plus en plus pointés du doigt. Des appels sont lancés par des citoyens et animateurs du mou-

vement associatif pour la fermeture des plages prises d'assaut durant le week-end dernier au point de devenir de nouveaux foyers de contamination si la situation vient à perdurer. Côté autorités sanitaires, nous avons appris le renforcement des moyens d'accueil des malades par la mobilisation d'équipes d'autres structures ou en encore en aménageant des établissements scolaires ou hôteliers. Les chiffres officiels des contaminations continuent leur hausse, dépassant les 1 000 malades hospitalisés à travers les structures hospitalières de la wilaya, sans compter de nombreux habitants atteints qui se soignent à domicile. Parallèlement, la campagne de vaccination contre le Covid-19 se poursuit et s'est élargie à d'autres localités. Les services de la santé de la wilaya ont annoncé la réception, aujourd'hui, de plus de 50 000 doses de vaccins pour répondre à la demande de plus en plus forte d'habitants désireux de se faire vacciner.

Hamid M.

LA QUESTION DU JOUR

Le spectre de la brusque détérioration en Tunisie

Suite de la page une

Il en est néanmoins pour situer son pic au cours de la semaine prochaine, toutefois sans dire sur quels indices ou faits ils se basent pour faire ce pronostic, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas celui du pire. De toute façon, on ne tardera pas à savoir ce qu'il en est réellement. En particulier, s'il faut ou non écarter l'hypothèse d'une brusque détérioration comme celle qui en ce moment sévit en Tunisie, tout en menaçant de jeter bas son système de santé. Bien entendu, il ne faut pas perdre de vue qu'en Tunisie la crise n'est pas que sanitaire, elle est politique et économique tout autant, ce qui dans tous les cas de figure n'arrange rien. Toujours est-il que son système de santé ne s'est pas effondré, du moins pas encore. Il est mis à rude épreuve, soit. On peut même ajouter qu'il est débordé, néanmoins il tient encore le coup. Il y a peut-être là une leçon valant pour tous ses voisins. Si on appelle troisième vague celle qu'elle subit en ce moment, dans l'idée qu'elle est contemporaine de celle qui est à l'œuvre en Algérie, alors force sera de constater qu'elle est aussi contemporaine de la quatrième vague en Europe. Ainsi donc, à la 4^e vague en Occident correspond la troisième en Tunisie et en Algérie. Cette dernière ne s'est encore manifestée ni au Maroc, ni en Egypte, ni ailleurs dans notre environnement immédiat. On ne sait trop d'ailleurs pourquoi. Ce n'est pas entièrement la faute au variant Delta, qui n'est encore nulle part dominant, bien qu'il soit en train de le devenir. Avec beaucoup moins de nouvelles contaminations qu'en Grande-Bretagne, ou qu'en France, la Tunisie est en train d'enregistrer plus de décès par jour. Cela s'explique en premier lieu par la couverture vaccinale, bien plus avancée en Europe d'une façon générale. Ce qui à son tour a l'air de dire que désormais, ce qui importe le plus dans le décompte final, ce n'est plus le nombre des contaminations de départ, mais l'état d'avancement de la campagne de vaccination. C'est elle qui décide de l'issue finale, du nombre de ceux qui seront emportés par la maladie comme de ceux qui en réchapperont. Les Britanniques s'attendent à ce que la levée des restrictions, effective depuis cette semaine, se paye par une explosion de nouveaux cas. Mais ils sont sûrs que grâce à la vaccination, particulièrement avancée chez eux, cette explosion ne se traduira pas en bout de chaîne par un retour à la même quantité de décès que par le passé, qui elle montait à plusieurs centaines par jour.

M. H.

Constantine/Tourisme

Un projet aux perspectives prometteuses à Ain Abid

■ Des structures, conjuguant détente et découverte des spécificités agricoles de la région, ont été réalisées au sein de l'exploitation agricole «Noureddine Sahraoui», dans la commune d'Ain Abid (40 km au sud-est de Constantine), dans la perspective de matérialiser un projet inédit de création d'un village agrotouristique dans cette région.

Par Hocine H.

Ces nouvelles structures incluent des installations destinées à la présentation des activités agricoles et de nouvelles expériences comme la culture du colza, des espaces dédiés au sport et aux divertissements, à l'hébergement, la restauration, l'accueil des sélections nationales et étrangères d'équitation et d'autres réservées aux touristes et aux familles venant de différentes régions du pays, a indiqué le propriétaire de cette exploitation, Faouzi Sahraoui.

S'étendant sur 200 ha au milieu de la région de Bordj M'hiris dans la commune d'Ain Abid, cette exploitation a été renforcée, dit-il, par la création d'une ferme pilote de 14 ha renfermant des arbres fruitiers destinés à répondre aux besoins du marché local en la matière, et ce, en

recourant aux dernières technologies d'arboriculture fruitière avec la mise en place d'installations de stockage frigorifique à côté des vergers.

L'exploitation renferme également des structures d'accueil modernes d'une capacité de 60 lits, réalisées dans un délai de quatre mois, conformément aux critères des chambres d'hôtel 4 étoiles, alliant calme et vue sur la nature qui assurent aux athlètes une récupération rapide et procurent aux touristes des moments agréables de quiétude et de détente.

Une salle de restauration pour 250 personnes a été, en outre, réalisée suivant une architecture moderne à base de bois et de pierre bleue, en symbiose avec l'environnement naturel et la vocation de l'exploitation agricole, a relevé Sahraoui.

Il a ajouté, dans ce contexte, que ces installations sont capables d'accueillir un grand nombre de touristes et de cavaliers participant aux championnats et manifestations équestres organisés dans la région, à l'instar du récent stage de la sélection nationale d'équitation, du concours national de saut d'obstacles et le championnat international d'équitation organisé auparavant et auquel avaient participé 14 pays.

Promouvoir la destination Constantine

Ayant réussi en 2016 à ressusciter la tradition séculaire de l'élevage du cheval Barbe à l'est du pays, les gestionnaires de cette exploitation ont multiplié la reproduction d'autres races che-



PMD. R.

valines, dont la race arabe, et créé ainsi le club équestre «l'Etoile de l'Est».

Cela, en plus d'autres activités comme le développement de la céréaliculture, l'élevage bovin, l'élevage de diverses espèces de volailles et les animaux de la ferme, l'apiculture, en plus de la création de structures visant à promouvoir le tourisme agricole.

M. Sahraoui ambitionne à présent de concrétiser le projet de village touristique au sein de sa ferme pilote, notamment l'aménagement de structures d'hébergement d'une capacité de plus de 250 lits avec plusieurs piscines, un parc de jeux aquatiques, un parc animalier, des installations pour les sports

de plein air, des structures culturelles et récréatives en plus d'activités comme les promenades à cheval, à vélo, en moto et en quad.

Ce village touristique ouvrira «prochainement» ses portes aux visiteurs et aux familles qui y trouveront les structures d'accueil nécessaires implantées dans un décor naturel au milieu de paysages enchanteurs, a assuré cet investisseur.

De son côté, le directeur local du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Riad Amine, a souligné que ce projet de village touristique est «le premier du genre dans la wilaya de Constantine», estimant que celui-ci est «complet», renfermant toutes les commodités et

les structures nécessaires pour garantir un agrotourisme permettant de faire découvrir les spécificités locales dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

Le même responsable a ajouté que ce projet viendra couvrir le déficit en matière de structures touristiques et de loisirs dans la daïra d'Ain Abid, en augmentant la capacité d'hébergement et de restauration dans la région, rappelant que la direction locale du tourisme veille à encourager et accompagner pareils projets ambitieux qui contribuent au développement du secteur et à la promotion de la destination Constantine.

H. H.

Résultat du Bac à Béjaïa Un taux nettement en hausse

Le taux de réussite au baccalauréat cette année à Béjaïa est de 70,35 %, plaçant la wilaya à la 11^e place à l'échelle nationale. Un taux de réussite qui est en constante hausse depuis trois années vu qu'il était de 63,70 % en 2020, 60 % en 2019 et 56,02 % en 2018. Notons que la meilleure moyenne à l'échelle de la wilaya a été obtenue par l'élève Feroukhi Ryme avec 19,14/20. La bachelière est issue du lycée Chouhada Mokrane (ex-Tarik Setif), commune de Béjaïa, spécialité sciences expérimentales. La seconde place est revenue à la bachelière Djidjelli Mériem, issue du lycée Abane-Ramdane, commune de Melbou, avec 19,05/20, spécialité Maths techniques. Par ailleurs, 26 lycéens ont réussi à décrocher le Bac avec une moyenne de plus de 18/20. Notons que les préinscriptions en ligne se dérouleront du 27 au 29 du mois courant, les confirmations les 30 et 31 juillet, alors que le traitement des choix se fera du 1^{er} au 8 août comme première étape. La proclamation des résultats des affectations et orientations se fera le 8 août et ces démarches seront suivies par les recours. Les inscriptions définitives en ligne sont programmées entre le 4 et le 9 septembre, soit la troisième étape. Les demandes d'hébergement sont fixées du 9 au 16 août et l'ouverture de la plateforme spéciale des œuvres universitaires est fixée entre le 4 et le 18 septembre.

H. C.

Aérodrome de Mostaganem

Ces avions qui risquent de ne jamais décoller

A Mostaganem, des projets loupés il y en a eu quelques-uns malheureusement. Ils ont été ratés, tantôt parce qu'ils étaient infondés, tantôt parce qu'inopportuns, tantôt par fantaisie des responsables ou par zèle quelquefois fougueux. A une certaine époque, la manne financière inspirait des responsables à de l'extrapolation sur bon nombre de projets dont l'opportunité n'était pas viable. La navigation à vue et l'imagination infertile chez certains responsables a généré des ratés dans le développement local. Par conséquent, tous les projets non réfléchis et non concertés sont des projets qui ont échoué et pesé lourdement sur le Trésor public. L'aérodrome de Sayada est un exemple criant du vouloir faire des projets illusoire. Lancé le 15 juin 2017, le projet consistait



en la réalisation de la tour de contrôle, un héliport, l'extension de la piste d'atterrissage pour le décollage et l'atterrissage d'un avion du type ATR et Q200/Q400, et une administration. Pour ce projet, on a fait beaucoup de bruit pour une

aérogare qui est restée à moitié achevée. On a parlé d'un équipement valorisant pour une wilaya à destination touristique, un équipement pour promouvoir les exportations mais dont la réalisation est au point mort. Il faut préciser qu'en son temps, le

taux d'avancement du projet était conséquent puisque l'infrastructure abritant l'aérogare était à 30 %, l'extension et le réaménagement de la piste avait atteint les 85 %. Pour ce qui est de l'établissement de la navigation aérienne, soit le bâtiment technique, celui de la radio phare omnidirectionnelle et les équipements contre les incendies sont restés uniquement sur la fiche technique, donc jamais réalisés. Cette infrastructure aéroportuaire devait servir à impulser l'économie de la région par la création du transport en fret. Elle servira également à promouvoir l'activité de l'aviation à travers une association qui a été créée à l'occasion, mais morte à sa naissance. Ces réalisations restées inachevées ont un coût qui n'est pas négligeable sans citer les études.

Lotfi Abdelmajid

Ciment

Prise en charge de toutes les difficultés d'exportation du Groupe «GICA»

■ Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a annoncé la prise en charge de toutes les difficultés entravant les exportations du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) qui devront dépasser les 1 Mds Usd en 2022, indique un communiqué du ministère.

Par Farid M.

Le ministre s'exprimait lors d'une réunion avec le président-directeur général (P-DG) du Groupe «Gica» et les responsables de ses filiales, notamment les grandes usines à forte capacité de production, avec lesquels il a examiné la situation du Groupe et ses perspectives ainsi que les problèmes se dressant devant la réalisation de ses objectifs.

La rencontre a été également l'occasion pour présenter la position du Groupe «Gica» sur le marché national en termes de possibilités de production et sa part de marché qui dépasse les 50 %. La production du Groupe «Gica» a dépassé 11 millions de tonnes en 2020, un chiffre appelé à augmenter pour atteindre près de 17 millions tonnes en 2021, plaçant ainsi le Groupe en position de «leader» sur le marché de l'industrie du ciment en Algérie, selon les chiffres avancés lors de cette réunion.

S'agissant des possibilités d'exportation du Groupe, le total



des exportations a atteint, en 2020, près de 600 millions USD, un chiffre devant atteindre 1 Mds Usd à l'horizon 2022.

Employant 12 000 salariés, le Groupe Gica a réussi à la faveur des investissements réalisés ces dernières années à s'ériger parmi les meilleures entreprises industrielles en Algérie, lit-on dans le communiqué.

Il a été procédé également à la présentation d'une analyse

financière des principaux indicateurs économiques du Groupe en mettant en lumière les forces et les faiblesses. Une étude a été réalisée par la Société d'études économiques, d'analyse financière et de l'évaluation prospective (Ecofie), chargée de l'élaboration des rapports financiers et des statistiques sur le secteur public marchand.

Lors de la rencontre, le ministre a exhorté les respon-

sables de «Gica» à redoubler d'efforts pour un meilleur positionnement sur les marchés extérieurs constituant désormais «un impératif», vu la saturation du marché en ciment, d'une part, et le gel de certains projets sectoriels en raison de la conjoncture financière et sanitaire, d'autre part. M. Zeghdar a assuré, dans ce sens, la prise en charge de toutes les préoccupations soulevées par les responsables du

Groupe pour faciliter l'exportation, notamment les problèmes logistiques liés au transport maritime et terrestre.

D'autre part, le ministre a souligné l'importance d'adopter les nouvelles techniques de marketing pour obtenir davantage de parts sur les marchés, intérieur et extérieur, et de diversifier les produits concurrentiels dans le secteur, préconisant d'adopter une vision prospective et de solliciter l'expertise, y compris parmi les membres de notre communauté nationale établie à l'étranger pour réaliser les objectifs tracés.

M. Zeghdar a également mis en avant l'importance d'une bonne maîtrise du cadre juridique lors de la conclusion d'accords et l'établissement de partenariats avec des étrangers pour protéger les intérêts de la partie algérienne.

Au terme de la rencontre, le ministre a donné des instructions pour l'élaboration d'un plan urgent renforçant les mesures à prendre à court terme pour améliorer la performance du groupe.

F. M.

Groupes industriels

Zeghdar reçoit les responsables du Groupe Elec Eldjazair

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a entamé une série de rencontres et de réunions avec les responsables des groupes industriels publics et de leurs filiales, en rencontrant d'abord, samedi, les responsables du Groupe industriel public Elec El Djazair, indique un communiqué du ministère. M. Zeghdar a entamé ses rencontres avec le président-directeur général (P-dg) du Groupe public Elec El Djazair et les directeurs généraux de ses filiales, à leur tête l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem), l'Entreprise nationale des industries électroniques (Enie) et la Société industrielle algérienne des télécom-

munications (Sitel), en présence du directeur général de la Société d'études économiques, d'analyse financière et de l'évaluation prospective (Ecofie), chargée de l'élaboration des rapports financiers et des statistiques sur le secteur public marchand, selon la même source. Cette rencontre, poursuit le communiqué, vise à s'enquérir des capacités de ce groupe industriel et de ses filiales actives dans le domaine des industries électroniques, électriques et électroménagères, ainsi que les problèmes et les entraves auxquels se heurte le groupe, l'objectif étant de formuler des propositions et des solutions à même de relever la rentabilité de

ses filiales, notamment «les entreprises endettées, ce qui nécessite des refontes bien étudiées». M. Zeghdar a souligné, selon la même source, l'impératif de trouver «des solutions urgentes et réalistes aux problèmes auxquels est confronté ce groupe», à travers l'action collective et le recours aux capacités et expertises nationales réputées dans ce domaine «à moindre coût et avec un rendement meilleur, ce qui permettra de multiplier la production et de réduire la facture des importations». Le ministre a également mis en avant «la nécessité d'associer et de coordonner avec le partenaire social au processus de développement des entre-

prises industrielles publiques, au regard de l'importance du rôle qu'il peut jouer dans la création de la richesse et la préservation des emplois», ajoute le communiqué du ministère. La rencontre a également permis, indique le communiqué, d'aborder le plan de développement du Groupe, les investissements programmés, leur état de mise en œuvre, le taux de réalisation des objectifs tracés en prenant en considération la compétitivité et le progrès technologique en la matière, ainsi que la répartition des travailleurs, à travers l'amélioration du rendement et de l'efficacité entre l'Administration et la production.

Samia Y.

Corée du Sud
30 milliards USD supplémentaires pour appuyer l'économie

L'ASSEMBLÉE nationale sud-coréenne a approuvé un budget supplémentaire de 34 900 milliards de wons (30,3 milliards de dollars) visant à soutenir l'économie touchée par la pandémie de Covid-19. Le projet de loi a été adopté lors d'une réunion parlementaire plénière, avec 208 voix pour, 17 contre et 12 abstentions. Le deuxième budget supplémentaire de cette année a été adopté alors que le pays est en semi-confinement en vertu des règles de distanciation sociale de niveau 4, les plus strictes, du fait de la quatrième vague d'infections au Covid-19 à l'échelle nationale. Avec le budget supplémentaire, dont la majeure partie sera financée par les recettes fiscales excédentaires du pays, le gouvernement injectera un total de 38 000 milliards de wons dans l'économie pour aider financièrement les petits commerçants affectés par les restrictions commerciales et distribuer des aides de relance aux citoyens pour soutenir l'économie. Le pays a mis en place un total de six budgets supplémentaires, dont deux cette année, totalisant plus de 110 000 milliards de wons jusqu'à présent pour limiter l'impact économique de la pandémie de Covid-19.

R. E.

Europe

La part de marché des véhicules électriques a doublé en un an

Si les ventes de voitures équipées d'un moteur à combustible fossile demeurent majoritaires, elles reculent fortement au profit des modèles hybrides et électriques. De plus en plus de conducteurs européens prennent le virage de l'électrique. La part de marché de ces véhicules a plus que doublé en Europe dans les ventes de voitures neuves au deuxième trimestre, mais reste loin des objectifs prévus à moyen terme par la Commission européenne pour protéger l'environnement. Les voitures totalement électriques

représentent désormais 7,5 % des ventes neuves en Europe, contre 3,5 % au deuxième trimestre de 2020, a annoncé, vendredi 23 juillet, l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Sur un marché automobile au ralenti pour cause de crise sanitaire, il s'est écoulé plus de 210 000 voitures électriques. Les ventes de véhicules électriques explosent depuis 2020, quand, pour se plier à une nouvelle norme européenne limitant leurs émissions de CO2, les constructeurs ont massivement électrifié leurs gammes.

Les hybrides représentent 19,3 % du marché

Les voitures à essence voient déjà s'éloigner leur domination historique et représentent désormais moins de la moitié des ventes européennes, avec 1,17 million de véhicules vendus et 41,8 % de parts de marché, contre 51,9 % au deuxième trimestre 2020. Le diesel, qui a régné dans certains pays européens dont la France, a aussi pris un coup et ne représente plus que 20,4 % des ventes

(contre près de 30 % en 2020). Cependant, les voitures à batterie ne représentent encore qu'une fraction des 2,8 millions de véhicules vendus entre avril et juin. La Commission européenne souhaite voir s'accélérer la transition, avec la neutralité carbone en ligne de mire pour 2050. Bruxelles a proposé le 14 juillet de viser une réduction de 15 % des émissions de CO2 en 2025 par rapport à 2021, 55 % en 2030, et surtout l'interdiction à la vente des voitures essence et diesel pour 2035.

N. T./Agences

Université de M'sila

Lancement d'une plateforme en ligne pour l'orientation des nouveaux bacheliers

■ L'université de M'sila a lancé samedi une plateforme en ligne permettant d'accompagner les nouveaux bacheliers pour choisir la formation universitaire qui correspond à leurs aspirations, a-t-on appris auprès du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

Par Lyes B.

L'objectif de ce nouveau dispositif est d'aider chaque nouveau bachelier de la wilaya de M'sila à choisir la bonne orientation universitaire et d'être au plus près des attentes des futurs étudiants de l'université, a indiqué le P Kamel Baddari. Cette plateforme est accessible à partir d'un site internet permettant au futur étudiant de s'informer de manière simple, claire et précise, sur les

filiales et les formations les mieux adaptées à ses résultats et ses vœux. D'après le directeur chargé du numérique, le D Kamel Eddine Heraguemi, ce guide numérique contient toutes les informations utiles pour informer et accompagner les bacheliers, depuis la phase des portes ouvertes à distance sur l'université qui ont débuté le 24 juillet en cours, jusqu'à la phase d'admission.

Il renferme également un forum pour échanger avec les équipes pédagogiques de l'établissement sur le projet d'orientation des étudiants, les informations sur les possibilités d'études à l'université de M'sila, l'organisation des études, des conseils pour bien s'orienter ainsi que des fiches détaillées et des vidéos sur les offres de for-

mations, les secteurs d'activités, les métiers, les débouchés et la réalité du monde de l'emploi, a ajouté le même responsable.

A travers cette plateforme, l'université de M'sila propose également des informations très pratiques sur la vie étudiante, les dates-clés ou encore les cours collaboratifs dispensés en ligne.

Des informations sont également accessibles en ligne pour aider et accompagner les nouveaux bacheliers en situation de handicap dans l'élaboration de leur projet d'orientation, tandis qu'un logiciel de recherche intégré permet de trouver des informations ciblées par domaine d'études, filière, spécialité, faculté, de découvrir le monde professionnel et s'y repérer, a-t-on conclu.

L. B.



Bordj Bou-Arréridj Plus de 38 000 personnes vaccinées contre le Covid-19

Plus de 38 000 personnes ont été vaccinées contre le Covid-19 depuis le lancement de la campagne de vaccination à Bordj Bou-Arréridj, a-t-on appris auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP). Depuis le lancement de la campagne de vaccination contre le Covid-19 et sa généralisation, plus de 38 000 personnes ont été vaccinées à travers le territoire de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, a précisé la directrice locale de la santé, Nacira Abderrahim. Selon la même responsable, ce nombre demeure «réduit» par rapport à l'objectif tracé par les services de la DSP qui ambitionnent de vacciner environ 317 800 personnes. Dans ce cadre, elle a exhorté les citoyens de tous âges, désirant se faire vacciner, à se rapprocher des différentes structures de santé réservées à cet effet. Dans le but d'élargir l'opération à travers tout le territoire de la wilaya, il a été également procédé, en parallèle, et en collaboration avec les services de la wilaya, à la désignation d'autres points de vaccination en-dehors des structures sanitaires pour permettre au maximum de citoyens de recevoir le vaccin et assurer l'immunité collective, a fait savoir la même source, citant à titre d'exemple l'ouverture de lieux de vaccination dans les grands centres commerciaux, les maisons de jeunes et les centres culturels. Le vaccin demeure le «meilleur moyen pour lutter contre cette pandémie et limiter le danger du virus, surtout avec la dernière vague de contaminations que connaît le pays», a estimé M^{me} Abderrahim qui a insisté sur l'importance du strict respect du protocole sanitaire recommandé.

F. S.

El Bayadh

Un programme pour l'augmentation des terres agricoles irriguées à 16 000 ha

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Bayadh a élaboré un programme pour l'augmentation de la surface agricole irriguée à 16 000 hectares lors de la prochaine saison agricole, a-t-on appris auprès de la DSA.

Le chef de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Mohamed Lamine Djabiri, a indiqué que cette extension des terres agricoles irriguées vise à accroître la production agricole dans différentes filières, surtout stratégiques, dont la céréaliculture

pratiquée actuellement sur 6 000 ha irrigués. Il a indiqué que la superficie totale irriguée dans la wilaya est actuellement d'environ 14 000 ha, répartis entre plusieurs filières agricoles, dont la céréaliculture, l'arboriculture fruitière, le maraîcher et la culture du fourrage. Pour atteindre cet objectif, la DSA d'El Bayadh a récemment bénéficié d'une enveloppe financière de 70 millions DA, au titre du Fonds national de développement agricole destiné aux agriculteurs et professionnels du secteur pour acquérir du maté-

riel d'irrigation agricole, notamment des équipements d'aspersion et d'irrigation par goutte à goutte et des pompes pour puiser l'eau des puits. L'étude des dossiers des agriculteurs désirant bénéficier de ce soutien sera bientôt achevée, selon la même source, qui a fait savoir qu'une partie de l'enveloppe financière précitée sera destinée aux agriculteurs intéressés par le développement de la filière de production du maïs dans la wilaya. Un programme a été élaboré pour planter une superficie de 2 500 ha au cours de la

prochaine saison, à travers les différentes régions de la wilaya. La wilaya d'El Bayadh a bénéficié, durant la saison écoulée, d'une enveloppe financière de l'ordre de 150 millions DA au titre du même Fonds, destinée au soutien agricole dont ont bénéficié 400 agriculteurs. La plus importante part a été allouée pour l'acquisition du matériel d'irrigation agricole. Ce soutien a permis d'augmenter la superficie agricole irriguée, surtout celle de la céréaliculture, de 5 000 à 6 000 ha.

Samy Y.

Ain Témouchent

Opération d'éradication de 16 décharges sauvages et anarchiques

La Direction de l'environnement dans la wilaya d'Ain Témouchent lance prochainement une opération visant à éradiquer 16 décharges sauvages et anarchiques, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur, Yacine Boulahya.

Le secteur enregistre, dans le cadre d'une opération centralisée supervisée par le ministère de tutelle, un programme visant

à supprimer 16 décharges anarchiques à travers plusieurs communes de la wilaya d'Ain Témouchent, dans le but de protéger l'environnement, a-t-il déclaré. Le programme prévoit l'éradication de la décharge anarchique située au niveau de la Sebkhia dans la commune d'El Amria, classée zone protégée dans le cadre de la convention "Ramsar", a indiqué le

même responsable. Le secteur de l'Environnement à Ain Témouchent a également bénéficié d'un projet de réalisation d'une station de traitement des déchets, première du genre au niveau de la wilaya, qui devra être réceptionnée avant la fin de l'année en cours. Les travaux ont atteint un taux d'avancement dépassant 70 %, selon la même

source. Dans le domaine de la valorisation des déchets, une démarche pilote sera lancée prochainement, liée au tri sélectif au niveau des quartiers et zones d'habitation, avec l'installation de bacs pour le verre, le plastique et le papier, avec l'implication de micro-entreprises et de start-up.

A. Y.

Tlemcen

Projet d'ouverture et aménagement de pistes agricoles à travers les communes montagneuses

Un projet visant l'ouverture et l'aménagement de 94 kilomètres de pistes agricoles à travers les communes montagneuses est en cours de concrétisation dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le chef de bureau

promotion de l'investissement à la DSA, Okbani Chaib, a indiqué que 466 km seront ouverts et 48 km font l'objet d'aménagement à travers 33 communes montagneuses dans la wilaya. Cette opération est dotée d'une enveloppe financière de 212 millions DA, au titre du Fonds national de

développement rural. La première tranche de ce projet, lancée dernièrement, a permis l'ouverture de 24,5 km de pistes agricoles dans les communes de Beni Smeil, Sidi Abdelli, Terny, Beni Mester, Djebala et l'aménagement de 8 km de pistes à travers les communes de Bensekrane, Oued

Lakhdar (ex-Cholet), a-t-on fait savoir. Cette opération vise à soutenir les agriculteurs et les exploitants agricoles pour réaliser leurs projets, notamment ceux d'extension des terres agricoles irriguées, de diversification des produits agricoles et de création de postes d'emploi.

R. R.

Festival digital international du court métrage

Trente films en compétition officielle

■ Le Festival digital international du court métrage dévoile la liste des films en concurrence pour le mois de juillet courant. Cet événement qui continue d'attirer les passionnés et les acteurs dans le domaine du cinéma, enregistre aujourd'hui des fans et adhérents des quatre coins du monde. D'ailleurs, la participation étrangère est remarquable depuis le début de cet événement.



Par Abla Selles

Pour l'édition du mois de juillet courant, le Digital Gateway International Short Film Festival a reçu 30 films issus de 20 pays, dont 3 participant pour la première fois, à savoir le Mexique, l'Afrique du Sud et la République tchèque. Cette session a également vu la participation de l'Inde avec un film, la Norvège (2 films), l'Espagne (2), une forte participation de l'Égypte (5), le Pérou (1), le Maroc (1), l'Algérie (2), les USA (2), la Tunisie (1), la France (2), la Belgique (1), la Slovaquie (1), le Brésil (1), l'Angleterre (1), le Canada (1), la Tchécoslovaquie (1), les Pays-Bas (1), l'Allemagne (1) et enfin l'Irlande (1). Le comité de sélection dévoilera l'identité des films sélectionnés pour concourir pour la 14^e édition des prix. Le comité de sélection, présidé par la réalisatrice algérienne Yasmine Chouikh, se compose de M. Mohammed Bin Salman Al Kindi du Sultanat d'Oman, M. Habib Bawi Sajid d'Iran, M. Tarek

Shaker d'Irak, M^{me} Salma El Nour du Soudan, M. Alaa Nasr d'Égypte, M^{me} Jehan Ismail de Tunisie et M. Mohamed Mujahid du Maroc. M. Thomas Grande de France et Alexandra Karam du Liban, les membres du jury international permanent présidé par Dr Abu Shuaib Al-Masoudi du Maroc, M. Marwan Traboulsi de Tunisie et M. Noureddine Barbeh d'Algérie, annonceront l'identité des films lauréats au début du mois d'août à la Cinémathèque d'Annaba.

Il est à noter que le Festival digital international du court métrage s'organise depuis le début de la pandémie de Covid-19 en Algérie. Le but majeur de cet événement qui attire de plus en plus de passionnés du cinéma des quatre coins du monde, est d'assurer en cette période de pandémie des activités filmiques mettant la lumière sur le talent des jeunes et leur créativité. C'est aussi une manière de dépasser cette angoisse causée par la pandémie de Covid-19, précisent les organisateurs sur leur plateforme numérique.

A. B.

Il reçoit l'Ordre du Soleil Levant de l'empereur du Japon

Pierre Soulages distingué à plus de 101 ans

À Japon, il est considéré comme Trésor National Vivant. Mardi, dans sa maison à Sète, l'artiste aveyronnais a reçu des mains de l'ambassadeur du Japon en France, l'Ordre du Soleil Levant, Rayons d'or avec rosette, pour sa contribution aux échanges artistiques entre les deux pays. Promise en novembre dernier, la médaille a été remise la semaine dernière. Elle couronne une longue histoire d'amour entre le Japon et Pierre Soulages, aujourd'hui centenaire. Une histoire qui

remonte à plus de soixante ans. C'est en 1958 que l'artiste aveyronnais, qu'on n'appelle pas encore le maître de l'Outre-mer, entreprend son premier voyage au Japon en compagnie de son épouse Colette. Il y est invité dans le cadre de la Biennale internationale de Tokyo avec leur ami le peintre Zao Wou-Ki. C'est une révélation. Le peintre a déjà connu à Paris Toshimitsu Imai, Hisaô Domotô et son épouse Mami Mōri, Kumi Sugai. Mais sur place, il découvre tous les artistes majeurs de sa génération. Pris de

passion pour le pays, Pierre Soulages va y demeurer six mois. Il apprécie ses valeurs, son art de vivre, ses signes, sa subtile calligraphie au pinceau. Pour Pierre Soulages, le Japon revêt une signification particulière. Il admire la simplicité, la pondération, les traditions populaires qui y perdurent et la perfection d'un artisanat souvent proche de l'art pur. Il y a tout juste un an, Pierre Soulages avait offert au musée de Rodez le vase qu'il avait réalisé en 2000 à la demande du président Jacques Chirac pour servir de

trophée à une compétition de sumos au Japon. Créée pour la Manufacture nationale de Sèvres, l'œuvre, réalisée en porcelaine et or 24 carats, est exposée à Rodez en juillet 2020. L'histoire d'amour avec le Japon se poursuit. L'année prochaine, le musée Soulages participera à une exposition à Kobé, capitale de la préfecture de Hyogo dans la région du Kansa au Japon, avec un prêt d'œuvres de différentes natures issues de ses réserves et collections.

L. B.

Patrimoine mondial

Des villes d'eau européennes classées par l'Unesco

Le Comité du patrimoine mondial, réuni en ligne depuis Fuzhou en Chine, a inscrit cinq nouveaux sites culturels, dont l'Aire culturelle de Hima en Arabie saoudite, a annoncé, samedi, cette organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Ces sites se trouvent en Arabie saoudite, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Italie, en Tchéquie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, indique l'Unesco sur son site Internet.

Située dans une zone aride et montagneuse du sud-ouest de l'Arabie saoudite, l'Aire culturelle Hima renferme plus de 34 sites, entre gravures rupestres et puits

le long de cette route des anciennes caravanes d'Arabie. Des expéditions ont prouvé que l'histoire du site s'étend du septième millénaire avant Jésus-Christ au premier millénaire avant Jésus-Christ.

Le site transnational «Les grandes villes d'eau d'Europe», fleurons du thermalisme européen très en vogue entre le début du XVIII^e siècle et le début du XX^e siècle, a intégré également la liste du patrimoine mondial.

Sept pays avaient déposé ce dossier d'inscription commun pour onze de leurs villes : Bad Ems, Baden-Baden, Bad Kissingen (Allemagne), Baden bei Wien (Autriche), Spa (Belgique), Vichy (France),

Montecatini Terme (Italie), Ville de Bath (Royaume-Uni), Franzensbad, Karlovy Vary, Marienbad (République tchèque).

La «Colline de Mathilde» en Allemagne, considérée comme un joyau de l'architecture de l'Art nouveau, s'ajoute aux trois villes thermales du pays, inscrites au patrimoine mondial.

Le Comité du patrimoine mondial a également décidé d'inscrire «Le phare de Cordouan», en France, au patrimoine mondial. Situé à l'embouchure de l'estuaire de la Gironde, dans un environnement dangereux et inhospitalier, le site a été construit avec des blocs de calcaire blanc entre la fin du XVI^e siècle et le début du

XVII^e siècle.

Les «fresques» du XIV^e siècle à Padoue figurent également parmi les nouveaux sites culturels inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

Composé de huit ensembles d'édifices religieux et séculiers situés au sein de la ville historique fortifiée de Padoue, le site abrite une sélection de fresques peintes entre 1302 et 1397 par plusieurs artistes pour différents commanditaires et dans des édifices aux fonctions diverses.

L'examen des candidatures devrait se poursuivre jusqu'au 28 juillet dans le cadre de la Réunion annuelle du Comité du patrimoine mondial à Fuzhou, en Chine.

M. K.

Salle Cosmos de Riadh El Fath «Mollys' Game» à l'affiche

Varda Film Club vous convie à la trente-et-unième séance de projection de son ciné-club. Le film «Molly's Game» d'Aaron Sorkin sera projeté le jeudi 5 août 2021 à 18h30 au cinéma Cosmos de Riadh El Fath. Le prix d'entrée est fixé à 400 DA.

Synopsis : Molly Bloom est une jeune skieuse aux grandes espérances, suite à des années d'entraînement intensif sous la direction de son père, Larry, qui exige l'excellence de la part de ses trois enfants. Mais lors d'une épreuve de qualification pour les Jeux Olympiques d'hiver de 2002, elle se blesse sérieusement en raison d'une branche cassée rencontrée sur son chemin, ce qui met fin à ses ambitions sportives. Au lieu de se plonger immédiatement dans des études de droit, elle prend contre l'avis de son père une année sabbatique et emménage à Los Angeles, où elle obtient un emploi de serveuse de cocktails dans un club. Un jour, elle y rencontre le tyranne Dean Keith, promoteur immobilier ostentatoire criblé de dettes, qui lui offre un emploi d'assistante et l'implique bientôt dans le monde des tournois de poker de haut niveau, où elle côtoie des stars de cinéma, des chanteurs, des patrons de grandes entreprises et d'autres célébrités.

D. R.



Afghanistan

Les autorités décrètent un couvre-feu sur l'essentiel du territoire

■ Les autorités afghanes, confrontées depuis deux mois à une vaste offensive des talibans qu'elles peinent à enrayer, ont décrété samedi un couvre-feu nocturne sur l'ensemble du territoire, à l'exception de trois provinces, dont celle de Kaboul.

Par Mourad M.

«**A**fin d'endiguer la violence et de limiter les mouvements des talibans, un couvre-feu est décrété dans 31 provinces du pays qui en compte 34», indique le ministère afghan de l'Intérieur dans un communiqué, précisant que seules les provinces de Kaboul, du Panchir (nord-est) et de Nangarhar (est) ne sont pas concernées.

Le porte-parole adjoint du ministère, Ahmad Zia Zia, a précisé dans un message aux journalistes que le couvre-feu serait en vigueur de 22h00 à 04h00. Il n'a pas indiqué durant combien de temps la mesure serait appliquée.

Les insurgés ont déclenché début mai une offensive tous azimuts contre les forces afghanes, à la faveur du lancement du retrait définitif des forces internationales d'Afghanistan, désormais pratiquement terminé, l'essentiel des 9 500 soldats étrangers ayant quitté le pays ces deux derniers mois.

Les talibans se sont emparés de vastes portions rurales du pays et de plusieurs postes-frontières importants avec l'Iran, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Pakistan.

Les forces afghanes n'ont offert jusqu'ici qu'une faible résistance et ne contrôlent essentiellement plus que les principaux grands axes et les capitales provinciales.



Ph. > D. R.

Après trois jours de relative accalmie sur le terrain, à l'occasion de l'Aïd el Adha, la fête musulmane du Sacrifice, les autorités afghanes ont cependant annoncé le lancement de multiples opérations militaires depuis vendredi, dans une quinzaine de provinces, pour tenter de reprendre du terrain aux talibans.

Un correspondant de l'AFP a signalé samedi que des opérations de l'armée étaient en cours dans la province septentrionale de Kunduz pour tenter de reprendre des zones tombées aux mains des insurgés.

Le ministre de la Défense a notamment annoncé vendredi que l'armée avait repris un important district de la province occidentale d'Hérat, frontalière de l'Iran.

Les États-Unis, dont le retrait des troupes est désormais achevé à 95 %, selon le chef d'état-major de l'armée américaine, ont confirmé de leur côté avoir fourni un soutien aérien à l'armée afghane, qui en a cruellement manqué récemment.

«Nous continuons à mener des frappes pour soutenir les forces afghanes», a ajouté le porte-parole du ministère américain de la Défense, John Kirby, refusant de préciser où et quand ces frappes avaient été menées.

Les talibans ont de leur côté qualifié d'«attaques barbares» ces frappes américaines et dénoncé le ton martial du président Ashraf Ghani annonçant d'importantes opérations des forces spéciales afghanes ces six prochains mois.

«Au cours de cette période de six mois, la responsabilité de toute évolution militaire incombera aux dirigeants du gouvernement de Kaboul. Les combattants (talibans) défendront à présent leur territoire et ne resteront pas en posture défensive si l'ennemi insiste pour faire la guerre», a averti Zabihullah Mujahid, un porte-parole des talibans.

Ce porte-parole a fermement nié les accusations du gouvernement qui a ces derniers jours fait état d'atrocités commises

contre les civils par les talibans dans le district de Spin Boldak, frontalier du Pakistan, dont il se sont emparés le 14 juillet.

«Nous démentons fermement une telle propagande. Après la prise du district de Spin Boldak par les combattants (talibans), il n'a été fait de mal à personne, personne n'a été maltraité», a-t-il affirmé.

Depuis que Washington a annoncé en 2020 le futur départ définitif des troupes étrangères d'Afghanistan, les talibans tentent d'afficher une image plus moderne et modérée, notamment vis-à-vis de l'étranger, et assurent être partisans d'un «accord politique» pour mettre fin au conflit.

Lancés en septembre à Doha, les pourparlers interafghans sont cependant au point mort depuis. Un cycle de discussions, à nouveau stérile, s'est achevé le 18 juillet. Le gouvernement afghan et les talibans s'accusent mutuellement d'être responsables de l'échec des négociations et de ne pas vouloir la paix.

M. M.



Commentaire

Crise

Par Fouzia Mahmoudi

Si la situation n'est plus aujourd'hui aussi critique au Proche-Orient, après la rapide mais meurtrière guerre qui a opposé l'État israélien au Hamas en mai dernier, des heurts continuent d'accompagner le quotidien des Palestiniens et des Israéliens. En effet, des affrontements ont eu lieu ces derniers jours entre des Palestiniens et des soldats israéliens, alors que des centaines de manifestants palestiniens se sont rassemblés vendredi pour protester contre la colonisation israélienne et des soldats israéliens en Cisjordanie occupée. Ces Palestiniens se sont réunis dans l'après-midi dans la localité de Beitza, point chaud ces derniers mois, pour protester contre la colonie sauvage d'Eviatar, située à proximité, a constaté un photographe de l'Agence France-Presse qui a vu de nombreux blessés. Près de 150 Palestiniens ont été touchés, la majorité par des gaz lacrymogènes, ont indiqué des secouristes. «Au cours des dernières heures, une émeute a été fomentée près du poste avancé de Givat Eviatar, au sud de Naplouse. Des centaines de Palestiniens ont lancé des pierres sur des soldats israéliens, qui ont répliqué avec des moyens anti-émeutes», a indiqué à l'AFP l'armée israélienne. Le Croissant-Rouge palestinien a fait état de 146 blessés parmi les manifestants, incluant 9 touchés par des balles réelles, 34 par des balles en caoutchouc et plus de 80 par des gaz lacrymogènes. L'armée a confirmé deux blessés légers dans ses rangs qui ont été transportés à l'hôpital. Des colons israéliens se sont installés début mai sur une colline près de Naplouse afin de fonder la colonie sauvage d'Eviatar, sans obtenir l'autorisation du gouvernement israélien. Après plusieurs semaines de heurts et de tensions, un accord est intervenu avec les colons d'Eviatar, qui ont évacué les lieux, mais en laissant leurs mobiles-homes, le temps que le ministère israélien de la Défense passe en revue les droits de propriété des terres afin de déterminer si elles peuvent être considérées comme israéliennes. Si le ministère statue en faveur des colons, ces derniers seront alors autorisés à s'implanter de manière plus pérenne. En attendant, l'armée israélienne maintient sa présence sur les lieux. L'accord conclu avec les colons a été rejeté par le maire de Beitza, qui a affirmé que les «affrontements et les manifestations se poursuivraient tant que des Israéliens demeurent sur nos terres». La Cisjordanie est un territoire palestinien occupé depuis 1967 par Israël et toutes les colonies israéliennes qui s'y trouvent sont considérées comme illégales au regard du droit international. Plus de 470 000 personnes vivent aujourd'hui dans des colonies israéliennes en Cisjordanie. Reste à voir comment le gouvernement israélien gèrera cette nouvelle flambée de violence qui, même si elle semble aujourd'hui limitée, peut rapidement engendrer des heurts plus importants et pourquoi pas une nouvelle crise d'envergure avec son lot de morts et de blessés. Le conflit au Proche-Orient de mai dernier avait lui aussi débuté avec de petits affrontements qui se sont multipliés et qui surtout ont grandi en intensité occasionnant au final au moins 256 morts, dont 66 mineurs, plus de 1 900 blessés et au moins 72 000 déplacés côté palestinien et 14 morts, dont deux mineurs, et 343 civils blessés, côté israélien.

F. M.

RDCongo

L'armée annonce avoir libéré plus de 150 otages des ADF en Ituri

L'armée a annoncé hier avoir libéré plus de 150 otages du groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) la semaine dernière dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC).

«Après des offensives contre des ADF du 18 au 20 juillet dans les localités de Boga et Tchabi dans le territoire d'Irumu (Ituri), l'armée a pu libérer plus de 150 civils : des femmes, des vieillards, des enfants et des jeunes», a déclaré Jules Ngongo, porte-parole de l'ar-

mée en Ituri. «Ce ne sont pas des combattants qui se seraient rendus. Ces civils en captivité étaient utilisés par des ADF comme des boucliers humains. Présentement, ils vaquent librement à leurs occupations», a expliqué l'officier dans un communiqué.

Les localités de Boga et Tchabi sont situées à environ 120 km au sud de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri où des rebelles ADF ont étendu leur présence.

Une vingtaine de personnes de Boga ont «effectivement» été

libérées après plusieurs jours de captivité, «mais seize autres personnes manquent toujours à l'appel», a déclaré à l'AFP Rubingo Kabimba, un chef de la localité.

Fin mai, des autorités avaient accusé les rebelles ADF d'avoir tué au moins 50 civils dans les villages de Boga et Tchabi, où ils avaient également attaqué un camp des réfugiés.

En mars, les Etats-Unis ont placé les ADF sur la liste des «organisations terroristes» affiliées à Daech.

R. I.

Des milliers d'hectares ravagés par les flammes

Les incendies de forêt n'en finissent pas

CHACQUE année, le patrimoine forestier part en fumée dans plusieurs wilayas du pays. Des milliers d'hectares sont ravagés par les feux de forêt. Depuis le début de la saison estivale, plusieurs départs d'incendie ont été signalés à travers plusieurs régions et l'été ne fait que commencer. Ainsi, la superficie totale parcourue par le feu depuis le 1^{er} juin dernier s'est élevée à 10 160,35 hectares (ha) jusqu'au 24 juillet. Il a été enregistré, durant cette période, 433 foyers d'incendie dans 32 wilayas, selon un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, rappelant que 40 wilayas étaient concernées par le dispositif des feux de forêt. Les quatre wilayas les plus touchées par les incendies de forêts sont Khenchela (8 689,26 ha), Tébessa (273,72 ha), Tizi Ouzou (185,69 ha) et Tipasa (183,90 ha), selon la même source. En effet, en période estivale, le risque d'incendie augmente, la hausse de la température est souvent liée à ce phénomène qui revient chaque année.

En fait, les vagues de chaleur restent propices aux déclarations des feux de forêt mais aussi jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une loupe, allumer un feu... autant de facteurs. Cependant, le facteur humain reste de loin le premier responsable des incidents. En effet, les allumages de barbecue ont provoqué 26 départs de feu durant les deux jours de l'Aïd el Adha, a indiqué le communiqué. «Durant les journées de l'Aïd el Adha, qui coïncidaient avec les 20 et 21 juillet, il a été enregistré 26 départs de feu, dont 22 le deuxième jour, provoqués essentiellement par les allumages de barbecue, dont quatre foyers dans chacune des wilayas de Bejaïa et

Mostaganem et trois foyers à Tizi Ouzou», a précisé le ministère. Concernant la journée du vendredi 23 juillet, il a été enregistré 34 incendies dans 16 wilayas. Il s'agit de Skikda, Jijel, Médéa, Tissemsilt, El Tarf, Boumerdès, Tizi Ouzou, Tébessa, Tiaret, Tipaza, Annaba, Chlef, Bouira, Tlemcen, Sétif et Oum El Bouagui. Sur les 34 incendies, 28 sont totalement éteints, les six restants sont éteints à plus de 90 %, selon le ministère. Par ailleurs, un total de 80 % des foyers de feu déclenchés samedi matin au niveau des hauteurs du Parc national de Chréa (Blida) ont été éteints, a affirmé la conservatrice des forêts de la wilaya de Blida.

Mort d'un pompier à Blida

Cet incendie a causé la mort d'un agent de la Protection et des pertes allant de 20 à 25 hectares des superficies forestières, notamment des chênes et des pins d'Alep. Un agent de la Protection civile participant aux opérations d'extinction de l'incendie déclaré sur les hauteurs de Chréa (Blida) est mort samedi soir des suites de l'inhalation de la fumée lors de sa participation à l'extinction de l'incendie, a indiqué le directeur local de la Protection civile le colonel Merzak Bachi. L'agent de la Protection civile de l'unité d'intervention spéciale de Dar El Beida, âgé de 40 ans, est décédé samedi soir à l'hôpital Frantz-Fanon, suite à l'inhalation de la fumée qui a provoqué une crise cardiaque, a précisé M. Bachi. Sur les raisons de cet incendie, les services des forêts avancent, sur la base de témoignages, des comportements de personnes ayant campé la nuit dans ces régions, relevant que l'enquête se poursuit pour établir les faits.

Meriem Benchaouia

35 wilayas concernées

De nouvelles mesures anti-Covid à partir d'aujourd'hui

Trente-cinq wilayas sont concernées à compter d'aujourd'hui, par la mesure de confinement partiel à domicile de 20h00 à 6h00 et ce, pendant 10 jours, au regard de la recrudescence des cas de coronavirus ces derniers jours à travers le pays, a indiqué hier, un communiqué des Services du Premier ministre. Cette mesure est applicable à Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Bejaïa, Biskra, Béchar, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Sidi Bel Abbès, Guelma, Constantine, Mostaganem, M'Sila, Mascara, Ouargla, Oran, El Bayadh, Boumerdès, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Tipaza, Naâma, Ain Témouchent, Relizane et Ouled Djellal. Les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la

mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. En matière de circulation et de mobilité des personnes, il a été décidé la suspension de l'activité de transport urbain et ferroviaire des voyageurs durant les week-ends dans toutes les wilayas concernées par le confinement partiel à domicile.

En matière d'activités sociales et économiques, la fermeture, dans les wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, des activités qui se caractérisent par une forte concentration de la population et qui présentent un risque évident de contamination. Il s'agira, dans un premier temps, des marchés de ventes des véhicules d'occasion, des salles omnisports et les salles de sport, des maisons de jeunes et des centres culturels. La limitation à la vente à emporter uniquement des activités

des cafés, restaurations, fast-food et espaces de vente de glace.

La fermeture des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance et les plages au niveau des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile. En matière de regroupements et rassemblements publics, il a été annoncé la prorogation de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements. Le retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur. Les services de sécurité sont instruits à l'effet de veiller scrupuleusement à l'application des mesures édictées pour préserver la santé des citoyens et éviter la propagation de la contamination.

Massi Salami

Manque cruel d'oxygène Dans les hôpitaux



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Journaliste à l'ENTV

Décès de Karim Boussalem à l'âge de 49 ans

■ Le journaliste à l'ENTV, Karim Boussalem, est décédé hier matin au CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou à l'âge de 49 ans, a-t-on appris de la direction générale de cet établissement hospitalier.

Par Slim O.

Le défunt, originaire de la commune de Draa Ben Khedda (10 km à l'ouest de Tizi-Ouzou), était atteint par le Covid-19 et a été admis au service de réanimation. Il a rendu l'âme vers 4h00 du matin, a-t-on appris de même source. Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a présenté ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion et de sympathie à la famille du défunt. «C'est avec une profonde affliction que le ministre de la Communication, le professeur Ammar Belhimer, a appris le décès du journaliste Karim Boussalem, assistant du directeur général de l'ENTV, des suites

du Covid-19», lit-on dans le message de condoléances. «En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication présente ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion à la famille du défunt, prie Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons». Le défunt



journaliste a laissé une empreinte particulière dans le champ médiatique national, notamment à la Radio nationale et à la Télévision algérienne, à travers la présentation du journal télévisé et l'animation de nombreuses émissions traitant des questions nationales et internationales dont «Fi dairate edhaou'e» et «El Yaoum Ethamine», a témoigné le ministre de la Communication. «Avec son décès, l'Algérie a perdu un de ses jeunes enfants compétents et ambitieux en tout ce qui œuvre pour l'intérêt du pays et à faire avancer la profession du journalisme», a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur général de l'agence Algérie Presse Services, Fakhreddine Beldi, a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa «profonde compassion à la famille du défunt, prie Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste Paradis».

S. O./APS